

MAITRE DE L'OUVRAGE

EDDI
11, rue Jouvenet
75016 PARIS

OPERATION

Construction d'un immeuble sur 2 niveaux de sous-sol
comprenant 6 logements et 1 local commercial
53 rue Raymond Marcheron
92170 Vanves

C.C.A.P

Architecte

ED ARCHITECTES
11, rue Jouvenet
75016 PARIS
Tél : 01 44 14 95 00 – Fax : 01 44 14 95 15

Date : NOVEMBRE 2010

PHASE DCE

EDDI 11, rue Jouvenet 75016 Paris	Construction d'un immeuble sur 2 niveaux de sous-sol Comprenant 6 logements et 1 local commercial Rue Raymond Marcheron à Vanves	Novembre 2010 Phase DCE
---	--	----------------------------

CCAP

SOMMAIRE

0.	LIEU D'EXECUTION DES TRAVAUX OBJET DU PRESENT CCAP	6
1.	DISPOSITIONS GENERALES.....	6
1.1.	OBSERVATIONS	6
1.2.	SOUS-TRAITANCE.....	7
1.2.1.	PRINCIPES	7
1.2.2.	PROCÉDURE D'AGRÉMENT	7
1.2.3.	PAIEMENT DIRECT	7
2.	PIECES CONTRACTUELLES - PARTIES CONTRACTANTES.....	8
2.1.	PIÈCES CONTRACTUELLES	8
2.2.	PIECES ANNEXES A FOURNIR A L'APPUI DE L'ACTE D'ENGAGEMENT	8
2.2.1.	LE B.Q.E. (BORDEREAU QUANTITATIF ESTIMATIF)	8
2.2.2.	DE PLUS SONT JOINTES AU MARCHE LES PIECES ANNEXES EVENTUELLES SUIVANTES	8
2.3.	PIECES RENDUES CONTRACTUELLES A L'ISSUE DE LA PERIODE DE PREPARATION	8
2.4.	DOCUMENTS DE PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES.....	9
2.5.	ORDRES DE SERVICE	9
3.	NATURE ET COMPOSITION DES PRIX	10
3.1.	MODALITÉS DE CALCUL DES PRIX.....	10
3.2.	FRAIS DIVERS	10
3.3.	FRAIS RELATIFS A LA VERIFICATION PREALABLE	10
3.4.	ASSURANCES	10
3.5.	MAÎTRISE DE CHANTIER	10
3.6.	DÉPENSES COMMUNES COMPLÉMENTAIRES	11
3.7.	FRAIS D'HYGIÈNE ET SÉCURITÉ	11
3.8.	ESSAIS DES MATERIAUX, DES MATERIELS ET DES INSTALLATIONS	11
4.	VARIATION DANS LES PRIX	12
4.1.	PRIX D'ORIGINE (MOIS MO)	12
4.2.	ACTUALISATION	12
4.3.	RÉVISION DES PRIX	12
4.4.	CALCUL DES RÉVISIONS	12
4.5.	MODIFICATION DU MARCHÉ	12
5.	DELAIS D'EXECUTION - PENALITES.....	13
5.1.	DÉLAIS CONTRACTUELS D'EXÉCUTION	13
5.1.1.	LE DELAI GLOBAL D'EXECUTION DE LA TOTALITE DES TRAVAUX EST FIXE A L'ARTICLE 14 - CONDITIONS PARTICULIERES.....	13
5.1.2.	LE CALENDRIER D'EXECUTION PEUT, A LA DEMANDE DU MAITRE D'OUVRAGE, PREVOIR DES DATES DE LIVRAISON PARTIELLE DES OUVRAGES DEFINIS DANS LE MARCHE.....	13
5.1.3.	LES DELAIS COMPRENNENT	13

EDDI 11, rue Jouvenet 75016 Paris	Construction d'un immeuble sur 2 niveaux de sous-sol Comprenant 6 logements et 1 local commercial Rue Raymond Marcheron à Vanves	Novembre 2010 Phase DCE
---	--	----------------------------

CCAP

5.2.	PÉNALTÉS.....	14
5.2.1.	RETARDS D'EXECUTION	14
5.2.2.	RETARDS DE LIVRAISON	14
5.2.3.	RETARDS DE NON LOCATION	14
5.2.4.	PENALITES POUR RETARD DANS LA REMISE DES DOCUMENTS ET ECHANTILLONS.....	14
5.2.5.	PENALITES POUR ABSENCE OU RETARD AU RENDEZ-VOUS DE CHANTIER	14
5.3.	PRIMES D'AVANCES.....	14
6.	PREPARATION - COORDINATION DES TRAVAUX.....	15
6.1.	PÉRIODE DE PRÉPARATION	15
6.2.	DOCUMENTS A ETABLIR PENDANT LA PERIODE DE PREPARATION PAR L'ENTREPRISE GENERALE OU LE TITULAIRE D'UN LOT	15
6.3.	CONSTAT DES LIEUX - IMPLANTATION.....	15
6.4.	CHANTIER EN MILIEU HABITE.....	16
6.5.	PLANS D'EXÉCUTION DES ENTREPRISES	16
6.6.	COMPTE PRORATA	17
6.7.	LOCAUX MIS À DISPOSITION	17
6.8.	MAINTIEN EN ETAT DE PROPRETE DES PARTIES COMMUNES	17
7.	EXECUTION DES TRAVAUX - CONTROLE.....	18
7.1.	CONNAISSANCE DES LIEUX ET DE TOUS LES ELEMENTS AFFERENTS A L'EXECUTION DES TRAVAUX - VERIFICATION PREALABLE.....	18
7.2.	MODIFICATION AU MARCHÉ	19
7.2.1.	MODIFICATIONS PAR AVENANT OU PAR ORDRE DE SERVICE.....	19
7.2.2.	TRAVAUX SANS AUTORISATION	19
7.3.	RENDEZ-VOUS DE CHANTIER - COMPTE-RENDU DE CHANTIER	19
7.4.	PANNEAUX DE CHANTIER.....	19
7.5.	PRÉSENTATION DES ÉCHANTILLONS	20
7.6.	MATÉRIAUX - FOURNITURES	20
7.6.1.	JUSTIFICATIFS.....	20
7.6.2.	VERIFICATION - ESSAIS	20
7.6.3.	DESIGNATION DE FOURNISSEURS	20
7.6.4.	MATERIAUX APPARTENANT AU MAITRE DE L'OUVRAGE	20
7.7.	STOCKAGE DE MATÉRIEL ET MATÉRIAUX	20
7.8.	EXAMENS, ESSAIS, CONTRÔLES.....	21
7.9.	CONFORMITÉ	21
7.10.	PERSONNELS DE CHANTIER	21
8.	RECEPTION	22
8.1.	DEMANDE DE RÉCEPTION	22
8.2.	OPÉRATIONS DE RÉCEPTION	22
8.3.	REFUS DE RÉCEPTION.....	22
8.4.	PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE DES OUVRAGES	22
8.5.	GARANTIE DE PARFAIT ACHÈVEMENT	23
8.6.	PROCEDURE DE LEVEE DES RESERVES ET DE CONSTATATION DES REFECTIONS EFFECTUEES AU COURS DU DELAI DE PARFAIT ACHÈVEMENT	23

EDDI 11, rue Jouvenet 75016 Paris	Construction d'un immeuble sur 2 niveaux de sous-sol Comprenant 6 logements et 1 local commercial Rue Raymond Marcheron à Vanves	Novembre 2010 Phase DCE
---	--	----------------------------

CCAP

8.7.	GARANTIE DECENNALE ET GARANTIE DE BON FONCTIONNEMENT.....	24
8.7.1.	GARANTIE DECENNALE	24
8.7.2.	GARANTIE DE BON FONCTIONNEMENT	24
9.	ASSURANCES	25
9.1.	OBLIGATION D'ASSURANCE	25
9.2.	DÉCLARATION DE SINISTRES.....	25
9.3.	ATTESTATION DE DECLARATION D'OUVERTURE DE CHANTIER	25
10.	ETABLISSEMENT DES COMPTES	26
10.1.	BASE DU RÈGLEMENT DES COMPTES	26
10.2.	PROVISION POUR RÉSERVES	26
10.3.	TRAVAUX NON PRÉVUS.....	26
10.4.	SITUATIONS MENSUELLES, ACOMPTES.....	26
10.5.	MÉMOIRE ET DÉCOMPTES DÉFINITIFS	27
10.5.1.	CONTROLE ET ACCEPTATION DES MEMOIRES DEFINITIFS	27
10.5.2.	REGLEMENT DEFINITIF	27
11.	FINANCEMENT ET GARANTIES	28
11.1.	CAUTIONNEMENT - RETENUE DE GARANTIE.....	28
11.2.	ACOMPTES SUR APPROVISIONNEMENTS	28
11.3.	NANTISSEMENT	28
11.4.	AVANCE DE DÉMARRAGE.....	28
12.	MESURES COERCITIVES - RESILIATION	29
12.1.	MESURES COERCITIVES	29
12.2.	CAS DE RÉSILIATION	30
12.2.1.	CONSEQUENCES DE LA RESILIATION	30
12.2.2.	CONSTAT ET EVACUATION DU CHANTIER	30
12.2.3.	PROCEDURE DE REMPLACEMENT DE L'ENTREPRISE DEFAILLANTE	31
12.2.4.	PROCEDURE EN CAS D'ENTREPRISES GROUPEES.....	31
12.2.5.	CAS DE LA LIQUIDATION DES BIENS ET DU REDRESSEMENT JUDICIAIRE DE L'ENTREPRISE ..	31
13.	DISPOSITIONS DIVERSES	32
13.1.	PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE.....	32
13.2.	OBJETS TROUVÉS DANS LES FOUILLES.....	32
13.3.	DOCUMENTS DE RÉCOLEMENT	32
13.4.	MISE AU COURANT DU PERSONNEL DE GESTION	32
13.5.	CONTESTATIONS - ARBITRAGE	32
13.6.	ATTRIBUTION DE JURIDICTION.....	33
13.7.	DOMICILIATION DES PARTIES.....	33
13.8.	DEROGATIONS AU C.C.A.G.	33

EDDI 11, rue Jouvenet 75016 Paris	Construction d'un immeuble sur 2 niveaux de sous-sol Comprenant 6 logements et 1 local commercial Rue Raymond Marcheron à Vanves	Novembre 2010 Phase DCE
---	--	----------------------------

CCAP

14.	CONDITIONS PARTICULIERES	34
14.1.	PIECES CONTRACTUELLES - PARTIES CONTRACTANTES.....	34
14.1.1.	DE PLUS SONT JOINTES AU MARCHE LES PIECES ANNEXES EVENTUELLES SUIVANTES :	34
14.2.	NATURE ET COMPOSITION DES PRIX	34
14.2.1.	MODALITES DE CALCUL DES PRIX	34
14.3.	VARIATION DANS LES PRIX	34
14.3.1.	CALCUL DES REVISIONS	34
14.4.	DELAIS D'EXECUTION - PENALITES.....	34
14.4.1.	DELAIS CONTRACTUEL D'EXECUTION.....	34
14.4.2.	RETARDS D'EXECUTION	34
14.4.3.	RETARDS DE LIVRAISON	34
14.4.4.	RETARDS DE NON LOCATION	35
14.4.5.	PENALITES POUR RETARD DANS LA REMISE DES DOCUMENTS ET ECHANTILLONS.....	35
14.5.	PREPARATION - COORDINATION DES TRAVAUX.....	35
14.5.1.	PERIODE DE PREPARATION.....	35
14.6.	EXECUTION DES TRAVAUX - CONTROLE.....	35
14.6.1.	PANNEAUX DE CHANTIER.....	35
14.7.	RECEPTION	35
14.7.1.	OPERATIONS DE RECEPTION	35
14.8.	FINANCEMENT ET GARANTIES	35
14.8.1.	ACOMPTES SUR APPROVISIONNEMENTS	35

EDDI 11, rue Jouvenet 75016 Paris	Construction d'un immeuble sur 2 niveaux de sous-sol Comprenant 6 logements et 1 local commercial Rue Raymond Marcheron à Vanves	Novembre 2010 Phase DCE
---	--	----------------------------

CCAP

0. LIEU D'EXECUTION DES TRAVAUX OBJET DU PRESENT CCAP

Les travaux objet du présent CCAP se dérouleront à l'adresse suivante :

53 rue Marcheron 92170 Vanves et concernant la Construction d'un ensemble comprenant :

- 2 niveaux de sous-sol
- 1 local commercial
- 6 logements en accession

1. DISPOSITIONS GENERALES

1.1. OBSERVATIONS

Les stipulations du présent CCAP concernent les marchés conclus tant en entreprise générale, qu'en groupement conjoint d'entreprises, par lots séparés ou en entreprises d'insertion ayant reçu l'agrément de la D.D.T.E. et de la D.D.A.S.S.

Les documents écrits et graphiques constituant le dossier de consultation des entreprises ont pour objet de renseigner l'Entreprise sur la nature des travaux effectués, leurs quantités, leurs qualités, leurs dimensions et leurs emplacements. Ces documents ne sont remis qu'à titre indicatif et n'ont pas un caractère limitatif. Toutes prestations indiquées sur les pièces graphiques, qui ne seraient pas décrites dans le devis descriptif, ou inversement, seront dues par les Entreprises contractantes, de la même façon que si ces indications étaient portées à la fois sur les pièces écrites et sur les documents graphiques.

Dans le cas où la comparaison entre deux ou plusieurs documents donnerait lieu à interprétation pour manque de concordance, l'appréciation et l'explication en reviennent d'autorité au Maître d'Oeuvre.

Les Entreprises devront exécuter, comme étant prévu dans l'offre globale et forfaitaire, sans exception et sans réserve, tous les travaux nécessaires et indispensables à l'achèvement complet des ouvrages, selon les règles de l'art, les normes, décrets et textes en vigueur.

EDDI 11, rue Jouvenet 75016 Paris	Construction d'un immeuble sur 2 niveaux de sous-sol Comprenant 6 logements et 1 local commercial Rue Raymond Marcheron à Vanves	Novembre 2010 Phase DCE
CCAP		

1.2. SOUS-TRAITANCE

1.2.1. PRINCIPES

Il est interdit à l'entrepreneur de sous-traiter la totalité des prestations qui lui sont confiées.
Il pourra sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve des conditions fixées ci-après.

Lors de la signature du marché, l'entreprise retenue est tenue de préciser au Maître d'Ouvrage la partie des travaux qu'elle entend sous-traiter et devra proposer dans le même temps la liste des entreprises sous-traitantes à l'agrément du Maître d'Ouvrage.

Toutefois, si l'entreprise désire sous-traiter d'autres travaux en cours de chantier, et ce jusqu'à la réception des ouvrages, elle est dans l'obligation de le signaler immédiatement au Maître d'Ouvrage en lui proposant une ou plusieurs entreprises à son agrément, selon les modalités ci-dessous énumérées.

1.2.2. PROCÉDURE D'AGRÉMENT

L'agrément du Maître d'Ouvrage, s'il est donné, ne pourra résulter que de l'autorisation écrite évoquée au paragraphe précédent, adressée à l'entrepreneur principal avec copie au sous-traitant agréé.

Cette autorisation, si elle est accordée, ne pourra intervenir qu'après notification par l'entrepreneur principal au Maître de l'Ouvrage d'un document indiquant :

- le nom, la raison ou la dénomination sociale de l'entreprise sous-traitante proposée ;
- la nature, l'étendue, et le coût des prestations dont il envisage la sous-traitance ;
- les certificats de qualification du sous-traitant ;
- les attestations d'assurances biennale, décennale et responsabilité civile ;
- la justification que le sous-traitant a été informé que l'agrément ne pourrait résulter que d'une autorisation écrite du Maître d'Ouvrage, dont la copie lui serait adressée ;
- les conditions de paiement du contrat de sous-traitance précisant notamment :
 - . le prix du marché sous-traité,
 - . les modalités de calcul et de versement des acomptes,
 - . la date ou le mois d'établissement des prix, la ou les formules de révision retenues, les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfection et retenues diverses,
 - . le compte à créditer,
- la copie de l'engagement de caution conforme aux dispositions de l'article 14 et 14-1 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975.

1.2.3. PAIEMENT DIRECT

Le paiement direct pourra être effectué par le Maître d'Ouvrage à la demande de l'entreprise sous-traitante conformément aux textes de lois en vigueur à la signature de l'agrément de sous-traitance par le Maître de l'Ouvrage.

EDDI 11, rue Jouvenet 75016 Paris	Construction d'un immeuble sur 2 niveaux de sous-sol Comprenant 6 logements et 1 local commercial Rue Raymond Marcheron à Vanves	Novembre 2010 Phase DCE
---	--	----------------------------

CCAP

2. PIECES CONTRACTUELLES - PARTIES CONTRACTANTES

2.1. PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles, désignées ci-dessous et qui constituent le marché, sont complémentaires les unes avec les autres :

- 01 L'Acte d'Engagement,
- 02 Le calendrier d'exécution,
- 03 Le Cahier des Clauses Administratives Particulières,
- 04 Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.),
- 05 Les documents graphiques établis par la Maîtrise d'Oeuvre,
- 06 La Norme française NF P-03-001 actualisée.

2.2. PIECES ANNEXES A FOURNIR A L'APPUI DE L'ACTE D'ENGAGEMENT

2.2.1. LE B.Q.E. (BORDEREAU QUANTITATIF ESTIMATIF)

Hormis le cas où il serait convenu aux conditions particulières (article 14) d'un marché à prix unitaire, la décomposition du prix forfaitaire telle qu'établie dans les BQE ou bordereaux de prix unitaires ne vaut que pour l'établissement des décomptes mensuels, ou, le cas échéant, pour les travaux modificatifs demandés par le maître de l'ouvrage.

2.2.2. DE PLUS SONT JOINTES AU MARCHE LES PIECES ANNEXES EVENTUELLES SUIVANTES

- P.G.C.
- Rapport de sol.
- Attendu du PC.

2.3. PIECES RENDUES CONTRACTUELLES A L'ISSUE DE LA PERIODE DE PREPARATION

Calendrier d'exécution.

Il est établi dans les conditions fixées à l'article 5.1 du présent cahier.

EDDI 11, rue Jouvenet 75016 Paris	Construction d'un immeuble sur 2 niveaux de sous-sol Comprenant 6 logements et 1 local commercial Rue Raymond Marcheron à Vanves	Novembre 2010 Phase DCE
CCAP		

2.4. **DOCUMENTS DE PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES**

Pour tout ce qui n'est pas spécifié au présent C.C.A.P. ou aux documents auxquels il se réfère, l'entrepreneur est soumis aux documents de prescriptions techniques générales tels que les normes françaises, les D.T.U., les règles de calculs éditées par le C.S.T.B., les normes U.T.E. et U.S.E., et les documents relatifs aux Avis Techniques.

Il doit, en outre, s'assurer de la conformité de l'ouvrage aux divers règlements de construction et de sécurité en vigueur au jour de la signature du marché.

2.5. **ORDRES DE SERVICE**

Par dérogation aux articles 1.4.23 et 13.2 du C.C.A.G., les ordres de service seront signés par le maître de l'ouvrage dans les conditions ci-dessous.

- Seront signés par le maître de l'ouvrage l'ordre de service prescrivant le commencement des travaux - le cas échéant pour chaque tranche - , ainsi que tous les ordres de service pour des travaux de caractère général susceptible d'entraîner une modification, soit en plus, soit en moins, du montant de chaque marché et/ou une incidence sur le déroulement des travaux.
- Seront signés par le maître de l'ouvrage, les ordres de service à caractère technique ou relatif à la bonne marche des travaux et qui n'auront aucune répercussion directe ou indirecte sur le montant des marchés conclus, ni sur les délais d'exécution.

L'entrepreneur doit accuser réception de tous les ordres de service qui lui sont transmis dans un délai de 7 jours francs ou de 24 heures dans le cas d'ordre (s) de service stipulant un tel délai pour des motifs de sécurité ou d'urgence dûment motivés (dérogation à l'art. 13.2.2 du C.C.A.G. quant aux délais). Le défaut d'accusé réception dans les délais ci-dessus vaut acceptation sans réserve des stipulations desdits ordres de service.

En cas d'entrepreneurs groupés, les ordres de service sont adressés au mandataire, qui a seul qualité pour présenter des réserves.

Les ordres de service relatifs à des travaux sous-traités sont adressés à l'entrepreneur principal qui a seul qualité pour présenter des réserves.

EDDI 11, rue Jouvenet 75016 Paris	Construction d'un immeuble sur 2 niveaux de sous-sol Comprenant 6 logements et 1 local commercial Rue Raymond Marcheron à Vanves	Novembre 2010 Phase DCE
CCAP		

3. **NATURE ET COMPOSITION DES PRIX**

3.1. **MODALITÉS DE CALCUL DES PRIX**

Le marché est passé à prix défini à l'article 14 - Conditions particulières, dans les conditions définies à l'article 4 ci-après.

3.2. **FRAIS DIVERS**

Les prix comprennent toutes les dépenses afférentes à la bonne exécution du marché, (taxes, impôts, frais généraux, frais d'étude, frais de prorata, etc...).

3.3. **FRAIS RELATIFS A LA VERIFICATION PREALABLE**

L'entrepreneur devant le complet et parfait achèvement des ouvrages selon les règles de l'art, est sensé avoir, préalablement à la remise de son offre, vérifié et analysé sous sa seule responsabilité :

- l'ensemble des données du dossier de consultation des entreprises,
- l'ensemble des conditions et contraintes d'exécution.

3.4. **ASSURANCES**

L'entrepreneur est tenu de souscrire une police d'assurance "Responsabilité civile Chef d'Entreprise" ainsi qu'une police couvrant les responsabilités encourues par les constructeurs et d'en justifier la validité à toute demande du Maître d'Ouvrage.

Les spécifications relatives à ces assurances sont précisées à l'article 9 du présent C.C.A.P.

3.5. **MAÎTRISE DE CHANTIER**

Dans le cas de marché traité en entreprise générale, la proposition de l'entreprise inclura les frais de maîtrise de chantier.

EDDI 11, rue Jouvenet 75016 Paris	Construction d'un immeuble sur 2 niveaux de sous-sol Comprenant 6 logements et 1 local commercial Rue Raymond Marcheron à Vanves	Novembre 2010 Phase DCE
CCAP		

3.6. DÉPENSES COMMUNES COMPLÉMENTAIRES

Dans le cas de marché traité en entreprise générale, ou en corps d'état séparés, c'est l'entrepreneur général ou l'entrepreneur titulaire du lot ayant le montant le plus important qui aura en charge la gestion des dépenses d'intérêt commun et imputée au compte prorata et en particulier :

- installation et aménagement à l'ouverture du chantier, nettoyage et entretien, pendant le cours des travaux, d'un bureau de chantier comportant notamment :
 - . une salle de réunion éclairée, chauffée et comportant : des commodités sanitaires (W.C., lavabo), une table de réunion de dimension suffisante et des chaises ; des meubles de rangement selon besoin, un téléphone raccordé au réseau .
 - . un local pour les échantillons.

3.7. FRAIS D'HYGIÈNE ET SÉCURITÉ

Si le présent marché était, en raison de son montant, soumis à la réglementation relative à l'hygiène et à la sécurité sur les chantiers édictés par les articles L 235-2 et suivants du Code du Travail et les textes réglementaires d'application correspondants, il appartiendrait à l'entrepreneur de prévoir dans l'établissement de ses prix les frais résultant de cette réglementation, et notamment ceux relatifs :

- à l'établissement des PPSPS,
- à la constitution, s'il y a lieu, du collège inter-entreprises de santé, de sécurité et des conditions de travail, et l'établissement du règlement intérieur de cet organisme qui devra être impérativement remis au Maître d'Ouvrage,
- aux travaux exigés par l'article L 235-2 du Code du Travail et les articles 31 à 34 du décret n° 77-996 du 19 août 1977, travaux que l'entrepreneur s'engage à réaliser intégralement avant toute autre intervention sur le chantier (notamment, desserte en voirie, raccordement à des réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité, évacuation des matières usées).

3.8. ESSAIS DES MATERIAUX, DES MATERIELS ET DES INSTALLATIONS

Ces essais sont à prendre en compte par l'entrepreneur et font partie intégrante de son prix.

EDDI 11, rue Jouvenet 75016 Paris	Construction d'un immeuble sur 2 niveaux de sous-sol Comprenant 6 logements et 1 local commercial Rue Raymond Marcheron à Vanves	Novembre 2010 Phase DCE
CCAP		

4. **VARIATION DANS LES PRIX**

4.1. **PRIX D'ORIGINE (MOIS MO)**

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques et des taxes en vigueur au mois défini à l'acte d'engagement.

Les valeurs Mo initiales des paramètres d'indice zéro sont celles correspondant audit mois qu'elles soient ou non connues lors de la remise de l'offre.

Le marché est passé à prix global et forfaitaire, non révisable et non actualisable.

4.2. **ACTUALISATION**

Si la date fixée par l'ordre de service n° 1 de commencer les travaux est postérieure de plus de 120 jours à la date de l'Acte d'Engagement, les prix d'origine seront actualisés en appliquant la formule de révision contractuelle sans partie fixe.

Dans ce cas, et pour tous les marchés, les valeurs initiales sont celles prévues à l'article 4.1 ci-dessus et les valeurs finales celles applicables à la date fixée par l'ordre de service de démarrage des travaux.

4.3. **RÉVISION DES PRIX**

Le Marché est ferme et définitif.

4.4. **CALCUL DES RÉVISIONS**

Sans objet.

4.5. **MODIFICATION DU MARCHÉ**

Dans le cas de modifications par les parties contractantes des pièces constituant le marché ou les pièces annexes, le prix initial du marché ne pourra être modifié, en plus ou en moins, que dans la limite de 5% de la partie traitée au forfait, au delà de laquelle un avenant doit intervenir.

L'incidence des clauses d'actualisation de prix n'entre pas en ligne de compte pour la détermination de la limite de 5%.

EDDI 11, rue Jouvenet 75016 Paris	Construction d'un immeuble sur 2 niveaux de sous-sol Comprenant 6 logements et 1 local commercial Rue Raymond Marcheron à Vanves	Novembre 2010 Phase DCE
CCAP		

5. DELAIS D'EXECUTION - PENALITES

5.1. DÉLAIS CONTRACTUELS D'EXÉCUTION

5.1.1. LE DELAI GLOBAL D'EXECUTION DE LA TOTALITE DES TRAVAUX EST FIXE A L'ARTICLE 14 - CONDITIONS PARTICULIERES.

5.1.2. LE CALENDRIER D'EXECUTION PEUT, A LA DEMANDE DU MAITRE D'OUVRAGE, PREVOIR DES DATES DE LIVRAISON PARTIELLE DES OUVRAGES DEFINIS DANS LE MARCHE.

Les dates définies sont impératives, individuellement et dans l'ordre indiqué, le différé d'une livraison ne pourra autoriser un décalage quelconque des autres livraisons.

Le calendrier d'exécution indiquera également les dates de début de travaux et durées d'intervention de chacun des corps d'état ; celles-ci devront être observées.

5.1.3. LES DELAIS COMPRENNENT

- la fabrication des plans d'exécution éventuels.
- les délais d'approvisionnement nécessaires à la réalisation du chantier,
- la période de préparation du chantier,
- les jours fériés légaux,
- les congés payés légaux,
- les intempéries prévisionnelles (22 jours ouvrables par an),
- la période nécessaire au Maître d'Ouvrage pour réceptionner les ouvrages,

Les prolongations éventuelles de délais accordées par avenant ou définiront de nouveaux délais contractuels d'exécution pour les ouvrages concernés, appelés "délais contractuels recalés".

EDDI 11, rue Jouvenet 75016 Paris	Construction d'un immeuble sur 2 niveaux de sous-sol Comprenant 6 logements et 1 local commercial Rue Raymond Marcheron à Vanves	Novembre 2010 Phase DCE
CCAP		

5.2. **PÉNALITÉS**

Le montant cumulé des pénalités n'est pas plafonné.

5.2.1. **RETARDS D'EXECUTION**

Dès qu'un retard sera constaté par rapport au calendrier d'exécution, et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, il sera appliqué sur la situation de l'Entreprise responsable du retard, une pénalité par jour calendaire de retard dont le montant sera fixé à l'article 14 - Conditions particulières.

Cette pénalité sera supprimée lors du règlement de la situation suivante si ce retard a été résorbé avant d'avoir eu pour effet de provoquer un retard sur une tâche critique. Dans le cas contraire, ces pénalités deviendront définitives et seront déduites du montant des travaux.

5.2.2. **RETARDS DE LIVRAISON**

Tout retard dans la livraison des ouvrages sera pénalisé dans les conditions fixées à l'article 14 - Conditions particulières par jour calendaire de retard, et ce jusqu'à la levée des réserves éventuelles, par simple constatation d'un retard avec le calendrier d'exécution contractuel.

Les livraisons s'entendent par ouvrage défini au planning d'exécution. Ces pénalités s'ajoutent à celles visées au paragraphe précédent.

5.2.3. **RETARDS DE NON LOCATION**

Tout retard engendrant l'interdiction de location d'un ouvrage pour un mois donné entraînera une pénalité minimale mensuelle fixée à l'article 14 - Conditions particulières, cette pénalité sera comparée au calcul de la pénalité journalière, définie au paragraphe 5.2.2, la plus grande des deux sera retenue.

5.2.4. **PENALITES POUR RETARD DANS LA REMISE DES DOCUMENTS ET ECHANTILLONS**

Pour tout retard dans la présentation des pièces de tous plans, tous documents, échantillons, etc..., une pénalité de 200,00 € H.T. par jour calendaire de retard sera appliquée, sans mise en demeure préalable.

5.2.5. **PENALITES POUR ABSENCE OU RETARD AU RENDEZ-VOUS DE CHANTIER**

Toute absence ou retard au rendez-vous de chantier sera sanctionné par les pénalités suivantes :

- Retard : 100,00 € HT
- Absence : 300,00 € HT

Le remplacement de l'Entrepreneur par un collaborateur non qualifié pour engager la responsabilité de l'Entreprise sera considéré comme absence et pénalisé comme telle.

5.3. **PRIMES D'AVANCES**

Il n'est pas prévu de prime pour avance.

EDDI 11, rue Jouvenet 75016 Paris	Construction d'un immeuble sur 2 niveaux de sous-sol Comprenant 6 logements et 1 local commercial Rue Raymond Marcheron à Vanves	Novembre 2010 Phase DCE
CCAP		

6. PREPARATION - COORDINATION DES TRAVAUX

6.1. PÉRIODE DE PRÉPARATION

La période de préparation est pour le présent marché d'une durée fixée à l'article 14 - Conditions particulières.

Elle est englobée dans le planning contractuel des travaux.

6.2. DOCUMENTS A ETABLIR PENDANT LA PERIODE DE PREPARATION PAR L'ENTREPRISE GENERALE OU LE TITULAIRE D'UN LOT

- l'échéancier prévisionnel de paiement, y compris révisions estimées éventuelles
- l'établissement des P.P.S.P.S. réglementaires éventuels
- les plans d'exécution et de façonnage relevant de la spécialité de l'Entreprise si nécessaire,
- l'étude des détails relatifs à l'exécution des travaux,
- l'élaboration du plan d'organisation et d'installation de chantier précisant notamment l'implantation des aires de stockage des matériaux, les voies utilisées pour l'approvisionnement, les aires de vestiaires et sanitaires éventuelles, etc...

6.3. CONSTAT DES LIEUX - IMPLANTATION

L'entreprise devra provoquer, à ses frais, avec les services intéressés (mairie, aménageur), avant l'exécution des travaux, un constat contradictoire afin de noter toutes remarques utiles concernant l'état des ouvrages avoisinants. Toute détérioration sera reprise en fin de chantier par l'entreprise.

L'entrepreneur a à sa charge les tracés d'implantation, ce qui implique l'obligation de faire application des alignements et des nivellements.

EDDI 11, rue Jouvenet 75016 Paris	Construction d'un immeuble sur 2 niveaux de sous-sol Comprenant 6 logements et 1 local commercial Rue Raymond Marcheron à Vanves	Novembre 2010 Phase DCE
CCAP		

6.4. CHANTIER EN MILIEU HABITE

Si le chantier se déroule en milieu et zone habités, des dispositions particulières devront être étudiées dès la phase de préparation du chantier. Il s'agit, sous la conduite du maître de l'ouvrage, ou de son représentant :

- D'examiner très précisément les travaux -délais, interface ... et notamment les nuisances qu'ils peuvent engendrer :
- Le bruit, les poussières, ...
- Les coupures d'eau, d'électricité, d'évacuation, ...
- La modification des accès aux bâtiments, ...
- Les déplacements de mobilier, de boîtes aux lettres, ...

afin de pouvoir en avertir suffisamment tôt les occupants.

- D'organiser l'information :
 - Mise en place des panneaux d'affichage,
 - Préparation de notes informatives sur le déroulement des travaux, leurs durées, les nuisances, les choix de prestations possibles et les délais laissés pour ces choix, les personnes à contacter pour les urgences,
 - Préparation des modifications d'accès (provisoire ou définitive) avec mises en place de signalisation adhoc,
 - Mise en place de badge permettant l'identification du personnel intervenant sur le chantier.
- D'organiser les modalités spécifiques relatives :
 - Au nettoyage du chantier,
 - A la sécurité des occupants, tant celle qui concerne leur personne, que celle qui concerne leurs biens (éviter de faciliter les cambriolages pendant la durée des travaux, etc...).

6.5. PLANS D'EXÉCUTION DES ENTREPRISES

Dans le cas où des plans d'exécution sont nécessaires et qu'il n'y a pas de Maître d'Oeuvre missionné par le Maître d'Ouvrage, les plans d'exécution devront être remis au Maître d'Oeuvre et au Bureau de Contrôle éventuel 15 jours avant la date d'intervention fixée par le planning.

Les entreprises doivent l'établissement de tous les plans de détails, ainsi que tous les plans techniques de réalisations, accompagnés des fiches techniques, P.V. des matériaux utilisés, etc...

EDDI 11, rue Jouvenet 75016 Paris	Construction d'un immeuble sur 2 niveaux de sous-sol Comprenant 6 logements et 1 local commercial Rue Raymond Marcheron à Vanves	Novembre 2010 Phase DCE
---	--	----------------------------

CCAP

6.6. **COMPTE PRORATA**

En complément du C.C.A.G. et de ses annexes, seront, en outre, à la charge commune des Entreprises et imputées au compte prorata :

- le chauffage du bureau de chantier éventuel,
- tous les cantonnements, sanitaires, vestiaires, parkings et tous éléments conformes au PGC ET PPSPS,
- le maintien du chantier et des voies et circulations dans un parfait état de propreté pendant la durée des travaux,
- le confortement ou l'établissement de voies hors emprise qui seraient nécessaires pour assurer l'accès du chantier, ainsi que l'entretien et le nettoyage des dites voies,
- les branchements EDF, P&T, eau, assainissement pour les cantonnements et le bureau de chantier,
- les frais de constat d'huissier pour constat de l'état des lieux (bâtiments, abords, intérieurs des logements) lors de la prise de possession des lieux.

Toutes les Entreprises participeront au compte prorata afin de régler toutes les dépenses nécessaires à l'organisation du chantier conformément à la norme NFP 03001.

6.7. **LOCAUX MIS À DISPOSITION**

Dans le cas où le Maître d'Ouvrage met à disposition des entreprises des locaux vides à usage du chantier, l'entreprise s'engage à rendre ceux-ci dans un état équivalent à celui de départ. Un état des lieux de début et fin de chantier sera effectué contradictoirement entre l'entreprise et le Maître d'Ouvrage.

A cette occasion, une convention fixant les conditions d'occupation sera signée avec l'entreprise gestionnaire du compte prorata ou le mandataire commun.

6.8. **MAINTIEN EN ETAT DE PROPRETE DES PARTIES COMMUNES**

L'entreprise mandataire, au nom du prorata, devra procéder à un nettoyage journalier des parties communes y compris escalier et espaces extérieurs, faute de quoi, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de faire effectuer le dit nettoyage aux frais du compte prorata.

EDDI 11, rue Jouvenet 75016 Paris	Construction d'un immeuble sur 2 niveaux de sous-sol Comprenant 6 logements et 1 local commercial Rue Raymond Marcheron à Vanves	Novembre 2010 Phase DCE
CCAP		

7. EXECUTION DES TRAVAUX - CONTROLE

7.1. CONNAISSANCE DES LIEUX ET DE TOUS LES ELEMENTS AFFERENTS A L'EXECUTION DES TRAVAUX - VERIFICATION PREALABLE

L'Entreprise est réputée avoir pour la bonne réalisation :

- apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et de s'être parfaitement et totalement rendue compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités,
- procédé à une visite détaillée des lieux, avoir pris connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives au lieu des travaux, aux accès, aux abords, aux constructions voisines et à la topographie,

En cas d'intervention en milieu occupé ou en cas d'intervention dans les établissements, dépendances ou chantiers du maître de l'ouvrage entraînant un risque d'interférence dans un même lieu entre les activités, installations et matériels afférents aux parties contractantes, celles-ci devront, en commun, procéder à :

- une inspection préalable,
- une évaluation des risques,
- la mise en place d'un plan de prévention,

en application des articles L.231.1, R.237.1 et suivants du Code du Travail et préalablement à l'exécution du marché.

L'entrepreneur s'engage à respecter la réglementation citée ci-dessus et mettre en oeuvre tous les moyens nécessaires à cette fin.

Il restera dans tous les cas seul responsable de l'application des mesures de prévention nécessaires à la sécurité de ses personnels.

EDDI 11, rue Jouvenet 75016 Paris	Construction d'un immeuble sur 2 niveaux de sous-sol Comprenant 6 logements et 1 local commercial Rue Raymond Marcheron à Vanves	Novembre 2010 Phase DCE
---	--	----------------------------

CCAP

7.2. MODIFICATION AU MARCHÉ

7.2.1. MODIFICATIONS PAR AVENANT OU PAR ORDRE DE SERVICE

Le marché ne peut être modifié à la demande d'une des parties contractantes que par la voie d'avenant ou d'Ordre de Services signé par le Maître d'Ouvrage et l'Entreprise.

7.2.2. TRAVAUX SANS AUTORISATION

Si l'Entreprise apporte sans autorisation des modifications aux travaux tels qu'ils sont définis au marché, le Maître d'Ouvrage peut :

- soit exiger les démolitions, corrections, reprises nécessaires à l'exécution exacte du marché, sans préjudice des réfections qu'il pourrait exiger sur le montant des travaux si ces démolitions, corrections, reprises entraînent une diminution de la qualité finale des travaux.
- soit accepter les travaux modifiés sans modification du prix.

7.3. RENDEZ-VOUS DE CHANTIER - COMPTE-RENDU DE CHANTIER

L'entreprise est tenue d'assister aux rendez-vous de chantier provoqués par le Maître d'Oeuvre, ou d'y déléguer un agent ayant pouvoir pour engager l'Entreprise et donner les ordres nécessaires, séance tenante, au personnel sur le chantier.

Les comptes-rendus du rendez-vous de chantier ont valeur contractuelle.

Toute observation sur un compte-rendu doit être faite lors du rendez-vous de chantier qui suit la diffusion de celui-ci. Toute Entreprise non convoquée lors de ce rendez-vous, qui ne formulerait aucune observation, soit par lettre recommandée, soit en venant sans convocation au rendez-vous suivant, est réputée accepter intégralement le compte-rendu précédent.

L'Entreprise est responsable, dans le cas d'inexécution des dispositions du présent article, des dommages en résultant.

7.4. PANNEAUX DE CHANTIER

Les panneaux ci-dessous sont à fournir et à installer par l'entreprise désignée à l'article 14 - Conditions particulières, à l'emplacement défini par le Maître d'Ouvrage dès son ouverture :

- un panneau établi suivant les prescriptions de l'arrêté du 30 mai 1975, relatif à la publicité sur les permis de construire, à maintenir en état si nécessaire.
- un panneau publicitaire d'environ 4 m² dont le modèle est fourni par le Maître de l'Ouvrage.
- un panneau de chantier indiquant la nature des travaux, les noms et adresses du Maître de l'Ouvrage, de la Maîtrise d'Oeuvre, du Bureau de Contrôle, des entreprises et sous-traitants agréés (modèle à soumettre au Maître de l'Ouvrage).

EDDI 11, rue Jouvenet 75016 Paris	Construction d'un immeuble sur 2 niveaux de sous-sol Comprenant 6 logements et 1 local commercial Rue Raymond Marcheron à Vanves	Novembre 2010 Phase DCE
CCAP		

7.5. PRÉSENTATION DES ÉCHANTILLONS

L'entrepreneur est tenu de fournir tous les échantillons qui lui sont demandés en vue des essais imposés dans chaque cas particulier par le marché. La fourniture de tous les échantillons qui lui sont demandés en vue d'essais prévus au marché ainsi que les frais de ces essais sont à la charge de l'entrepreneur.

De plus, l'entrepreneur est tenu de fournir à la demande tous les échantillons d'appareillages et les prototypes qui lui seraient demandés par le maître d'oeuvre.

7.6. MATÉRIAUX - FOURNITURES

7.6.1. JUSTIFICATIFS

L'entrepreneur est tenu de produire, sur demande du maître de l'ouvrage, toutes justifications de provenance et de qualité des matériaux, éléments ou ensemble.

7.6.2. VERIFICATION - ESSAIS

Le maître de l'ouvrage a le droit de se faire représenter dans les usines, magasins ou carrières de l'entrepreneur pour les opérations de vérification et d'essais des matières premières avant usinage, de contrôle de la fabrication et d'expédition des fournitures destinées au marché.

7.6.3. DESIGNATION DE FOURNISSEURS

Suivant stipulations du C.C.T.P., si le maître de l'ouvrage impose à l'entrepreneur de s'approvisionner en certains matériaux, éléments ou ensembles auprès de certains fournisseurs désignés par lui et à des prix convenus d'avance, l'entrepreneur n'en doit pas moins s'assurer que ces matériaux, éléments ou ensembles répondent aux conditions de qualité prescrites.

7.6.4. MATERIAUX APPARTENANT AU MAITRE DE L'OUVRAGE

Lorsque, en dehors des prévisions du marché, le maître de l'ouvrage juge à propos d'employer des matériaux neufs ou de démolition lui appartenant, l'entrepreneur n'est payé que des frais de main-d'oeuvre et d'emploi.

7.7. STOCKAGE DE MATÉRIEL ET MATÉRIAUX

L'entrepreneur a, à sa charge, les baraquements et installations diverses nécessaires tant à l'exécution de ses travaux qu'à la protection de ses approvisionnements et matériaux.

EDDI 11, rue Jouvenet 75016 Paris	Construction d'un immeuble sur 2 niveaux de sous-sol Comprenant 6 logements et 1 local commercial Rue Raymond Marcheron à Vanves	Novembre 2010 Phase DCE
---	--	----------------------------

CCAP

7.8. EXAMENS, ESSAIS, CONTRÔLES

Tous les essais, contrôles, désinfections demandés par les Services Publics et les Compagnies concessionnaires sont à la charge de l'Entreprise concernée, CONSUEL inclus ainsi que ceux relatifs aux essais des installations de chauffage. Ils devront être effectués dès achèvement des ouvrages concernés. Les Procès-Verbaux devront être communiqués dans les 48 heures au Maître d'Oeuvre.

7.9. CONFORMITÉ

A la suite de la visite de conformité, les entreprises devront exécuter les travaux demandés à leurs frais et dans les conditions prévues à l'article 8 ci-après.

7.10. PERSONNELS DE CHANTIER

Le Maître de l'ouvrage a le droit d'exiger le changement des agents et ouvriers de l'entrepreneur pour insubordination, incapacité ou défaut de probité, sans que le maître de l'ouvrage puisse être rendu responsable des conséquences que ces renvois pourraient avoir à l'égard de l'entrepreneur.

EDDI 11, rue Jouvenet 75016 Paris	Construction d'un immeuble sur 2 niveaux de sous-sol Comprenant 6 logements et 1 local commercial Rue Raymond Marcheron à Vanves	Novembre 2010 Phase DCE
CCAP		

8. **RECEPTION**

8.1. **DEMANDE DE RÉCEPTION**

Il sera prononcé une réception unique des travaux, avec ou sans réserves, par ouvrage, pour l'ensemble des lots dès l'entier achèvement des travaux.

La réception des travaux doit être demandée par l'entrepreneur au Maître d'Ouvrage par lettre recommandée avec accusé de réception et moyennant un préavis minimum de deux semaines.

Dans le cas où des essais doivent être exécutés après la mise en service des ouvrages ou à certaines périodes de l'année, la réception ne peut être prononcée que sous réserve de résultats de ces essais. Si les essais exécutés ne sont pas concluants, la réception est reportée.

8.2. **OPÉRATIONS DE RÉCEPTION**

Le Maître d'Ouvrage procède à la visite de réception assisté du Maître d'Oeuvre, et en présence de l'Entrepreneur.

Si la réception est sans réserves, le Maître d'Oeuvre dresse sur le champ, sous sa responsabilité, un procès-verbal de réception de ces opérations qu'il vise et soumet à l'approbation du Maître d'Ouvrage et qu'il diffuse immédiatement aux parties.

Si la réception comporte des réserves, le procès-verbal mentionne en détail les omissions, imperfections ou malfaçons constatées. Dans ce cas, l'Entrepreneur devra exécuter les travaux dans le délai défini à l'article 14 - Conditions particulières, suivant le planning établi par le Maître d'Oeuvre.

8.3. **REFUS DE RÉCEPTION**

En cas de malfaçons ou de défaillances de l'entreprise dûment constatées par le Maître d'Oeuvre et explicitées au procès-verbal, le Maître d'Ouvrage, même requis par l'entrepreneur pour faire procéder à la réception des ouvrages, peut s'y refuser.

L'entrepreneur conserve la garde du chantier qu'il y ait ou non prise de possession du bâtiment par le propriétaire jusqu'à la constatation par procès-verbal, tant de la levée des réserves, que de la remise en ordre complète du chantier.

8.4. **PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE DES OUVRAGES**

Dans le cas où les délais contractuels se trouveraient dépassés par la faute exclusive de l'entrepreneur, le Maître d'Ouvrage peut prendre possession des ouvrages non encore entièrement terminés.

Dans ce cas, l'entrée en possession pourra intervenir 15 jours après mise en demeure à l'entreprise d'achever les travaux.

A l'issue de celle-ci, un état des lieux contradictoire détaillé est dressé et remis sur le champ à l'entreprise, à la suite de quoi, le Maître d'Ouvrage peut entrer en possession des lieux. Ceci ne vaut pas réception, celle-ci ne pouvant être obtenue que dans les conditions prévues au 8.2 ci-dessus.

EDDI 11, rue Jouvenet 75016 Paris	Construction d'un immeuble sur 2 niveaux de sous-sol Comprenant 6 logements et 1 local commercial Rue Raymond Marcheron à Vanves	Novembre 2010 Phase DCE
CCAP		

8.5. **GARANTIE DE PARFAIT ACHÈVEMENT**

L'entrepreneur donnera au Maître d'Ouvrage, conformément à l'article 1792-6 du Code Civil et sans préjudice du recours aux actions relevant des articles 1792 à 1792-4 du même code, une garantie de parfait achèvement d'une durée d'un an après la date de réception de l'ouvrage.

Cette garantie l'obligera, outre la levée des réserves visées à l'article 8.2, à la réparation à ses frais et risques de tous les désordres et de toutes les imperfections qui viendraient à se manifester au cours du délai précité et qui lui auront été notifiées par le Maître d'Ouvrage par lettre recommandée avec avis de réception, ou qui auront été constatés au cours des visites. Le délai d'exécution des travaux dont la nécessité aura été constatée ne pourra en aucun cas excéder 1 mois.

Si des désordres ou imperfections, régulièrement notifiés par le Maître d'Ouvrage, n'ont pu être réparés avant l'expiration du délai de parfait achèvement, l'entrepreneur sera tenu de proroger contractuellement sa garantie jusqu'à l'exécution complète des travaux ou prestations nécessaires. Cette prorogation ne sera subordonnée à aucune formalité particulière et résultera de la seule constatation de l'inexécution des travaux et réparations nécessaires.

8.6. **PROCEDURE DE LEVEE DES RESERVES ET DE CONSTATATION DES REFECTIONS EFFECTUEES AU COURS DU DELAI DE PARFAIT ACHÈVEMENT**

Lorsque l'entrepreneur aura procédé aux finitions et réfections contractuellement et légalement dues, il devra en demander la constatation par lettre recommandée avec avis de réception adressée au Maître d'Ouvrage avec copie au Maître d'Oeuvre.

Les travaux acceptés par le Maître d'Ouvrage devront faire l'objet d'un procès-verbal rédigé par le Maître d'Oeuvre.

EDDI 11, rue Jouvenet 75016 Paris	Construction d'un immeuble sur 2 niveaux de sous-sol Comprenant 6 logements et 1 local commercial Rue Raymond Marcheron à Vanves	Novembre 2010 Phase DCE
---	--	----------------------------

CCAP

8.7. GARANTIE DECENNALE ET GARANTIE DE BON FONCTIONNEMENT

8.7.1. GARANTIE DECENNALE

Elle sera due dans les conditions prévues par la loi.

8.7.2. GARANTIE DE BON FONCTIONNEMENT

Les éléments d'équipement, relevant de l'article 1792-3 du Code Civil et qui font l'objet d'une garantie de bon fonctionnement accordée par l'entrepreneur supérieure à deux années, sont indiqués dans le Cahier des Clauses Techniques et Particulières avec mention de la durée de garantie qui leur est applicable.

EDDI 11, rue Jouvenet 75016 Paris	Construction d'un immeuble sur 2 niveaux de sous-sol Comprenant 6 logements et 1 local commercial Rue Raymond Marcheron à Vanves	Novembre 2010 Phase DCE
CCAP		

9. **ASSURANCES**

9.1. **OBLIGATION D'ASSURANCE**

Avant le début des travaux, l'entrepreneur et ses sous-traitants éventuels doivent justifier qu'ils sont titulaires :

- d'une police d'assurance de responsabilité civile couvrant les dommages causés aux tiers du fait d'une personne salarié ou non, du matériel, des matériaux ou agencements, de l'exécution des travaux ou ouvrages,
- d'une police d'assurance de responsabilité professionnelle couvrant les responsabilités et obligations découlant des articles 1792, 1792.2, 1792.3 du Code Civil. Cette police sera conforme aux dispositions de l'article L241.1 du Code des Assurances.

Aucun règlement, aucun remboursement de retenue de garantie ou de cautionnement, aucune main levée de caution ne peuvent avoir lieu sans attestation de la compagnie d'assurances intéressée certifiant que l'entrepreneur a réglé les primes d'assurances afférentes aux polices mentionnées ci-avant.

Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit, après mise en demeure infructueuse, de payer directement les primes à la compagnie d'assurances et d'en imputer le montant sur les sommes dues à l'entrepreneur, majoré de 10% pour frais administratifs.

9.2. **DÉCLARATION DE SINISTRES**

Dans le cadre des présents marchés, les entrepreneurs sont tenus de déclarer à leurs assureurs tout sinistre relatif à des dommages survenant durant la période de garantie de parfait achèvement, visée à l'article 1792.6 du Code Civil, de nature à entraîner leur responsabilité au regard des articles 1792.2 du Code Civil ainsi que leur garantie au regard de l'article 1792.3 du dit Code.

9.3. **ATTESTATION DE DECLARATION D'OUVERTURE DE CHANTIER**

L'entreprise adressera à sa Compagnie d'Assurances, avant tout démarrage des travaux, une déclaration d'ouverture de chantier lorsque son marché ou les ouvrages, objet du marché, relèveront des dispositions de conditions particulières ou des avenants spéciaux lui imposant cette déclaration préalable. Dans les 30 JOURS suivant l'ouverture du chantier, l'entrepreneur remettra au Maître d'Ouvrage une lettre de sa Compagnie d'Assurance certifiant que cette déclaration d'ouverture de chantier a bien été faite.

EDDI 11, rue Jouvenet 75016 Paris	Construction d'un immeuble sur 2 niveaux de sous-sol Comprenant 6 logements et 1 local commercial Rue Raymond Marcheron à Vanves	Novembre 2010 Phase DCE
CCAP		

10. **ETABLISSEMENT DES COMPTES**

10.1. **BASE DU RÈGLEMENT DES COMPTES**

Les situations mensuelles seront établies à partir de l'avancement réel des travaux à fin de mois.

10.2. **PROVISION POUR RÉSERVES**

Au cours des opérations de réception, le montant des travaux nécessaires pour lever les réserves sera estimé par le Maître d'Oeuvre et ne sera réglé à l'entrepreneur qu'après contrôle de la levée de ces réserves.

10.3. **TRAVAUX NON PRÉVUS**

Ces travaux ne peuvent donner lieu à une rémunération supplémentaire que si leur exécution a été prescrite par Ordre de Service signé par le Maître d'Ouvrage.

10.4. **SITUATIONS MENSUELLES, ACOMPTES**

L'échéancier mensuel prévisionnel établi en début de travaux, permet au Maître d'Ouvrage de connaître le montant global des situations mensuelles et d'établir ses prévisions de trésorerie.

Si un planning financier est joint au marché : toute situation cumulative d'un mois déterminé ne pourra être supérieure aux prévisions du même mois du planning financier contractuel.

Le Maître d'Oeuvre transmettra au Maître d'Ouvrage, avant le 15 de chaque mois M + 1 les décomptes mensuels du mois M en 4 exemplaires. Les projets de décompte établis par l'entreprise seront cumulatifs. Le paiement du mois M sera réglé à l'entreprise le 15 du mois M + 2, déductions faites de la retenue de garantie éventuelle, pénalités, déductions diverses.

EDDI 11, rue Jouvenet 75016 Paris	Construction d'un immeuble sur 2 niveaux de sous-sol Comprenant 6 logements et 1 local commercial Rue Raymond Marcheron à Vanves	Novembre 2010 Phase DCE
CCAP		

10.5. MÉMOIRE ET DÉCOMPTES DÉFINITIFS

Les mémoires seront établis par l'entreprise en 4 exemplaires conformément au document type du Maître d'Ouvrage.

10.5.1. CONTROLE ET ACCEPTATION DES MEMOIRES DEFINITIFS

Le contrôle des mémoires définitifs sera fait par le Maître d'Ouvre et adressé à l'entreprise pour acceptation. Les mémoires définitifs devront être remis au Maître d'Ouvrage dans le délai de 1 mois après la date de réception des travaux.

Le Maître d'Ouvrage adressera à l'entreprise, par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de 1 mois après réception par lui des mémoires définitifs, ses propositions de décomptes définitifs.

L'entreprise aura un délai d'un mois, sous peine de forclusions pour présenter, le cas échéant par écrit, de façon détaillée et en les motivant, toutes réclamations qu'elle jugerait utiles. Si aucune réclamation n'a été présentée dans ce dernier délai, ou si cette réclamation n'a qu'un caractère de réserve générale, sans précision quant au montant des chiffres contestés et motifs invoqués, les propositions de décomptes définitifs seront considérés comme acceptés sans autre formalité.

En cas de réclamation dans les délais et conditions prévus aux paragraphes précédents, le Maître de l'Ouvrage a un délai d'un mois pour les accepter ou les refuser.

10.5.2. REGLEMENT DEFINITIF

Le décompte définitif de chaque entreprise ne sera soldé qu'après :

- la levée totale des réserves du dernier ouvrage réceptionné, y compris celles nécessaires à l'obtention du certificat de conformité éventuel,
- la production des plans de récolement et notices techniques auxquels il est fait référence dans l'article 13.3, (dossier des ouvrages exécutés).
- la communication d'une attestation d'assurance de responsabilité conforme aux prescriptions de la réglementation issue de la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 et d'une attestation de paiement de la prime échue de l'année en cours,
- la transmission des quitus des comptes prorata.

EDDI 11, rue Jouvenet 75016 Paris	Construction d'un immeuble sur 2 niveaux de sous-sol Comprenant 6 logements et 1 local commercial Rue Raymond Marcheron à Vanves	Novembre 2010 Phase DCE
CCAP		

11. **FINANCEMENT ET GARANTIES**

11.1. **CAUTIONNEMENT - RETENUE DE GARANTIE**

A la retenue de garantie fixée à 5% peut être substituée une caution personnelle et solidaire d'un établissement financier qui devra être remise dans les trente jours suivant la signature du marché..

Si l'entrepreneur remet une caution elle devra porter sur la totalité des lots formant son marché en libération de la retenue de garantie, et sera rédigée suivant la formule donnée en annexe au présent C.C.A.P., la caution renonçant à opposer au Maître d'Ouvrage le bénéfice de discussion et à se prévaloir en conséquence des règles des articles 2022 à 2024 du Code Civil.

11.2. **ACOMPTES SUR APPROVISIONNEMENTS**

Aucun acompte ne sera accordé, sauf convention spéciale à passer avec le Maître de l'Ouvrage, si celui-ci l'accepte.

11.3. **NANTISSEMENT**

L'entreprise pourra donner ses marchés en nantissement ou les utiliser d'une façon ou d'une autre comme instrument de crédit avec l'assentiment du Maître d'Ouvrage. Aux fins de nantissement, le Maître d'Ouvrage remettra, s'il y a lieu, une copie certifiée conforme et unique par lui de l'Acte d'engagement.

11.4. **AVANCE DE DÉMARRAGE**

Il n'est pas prévu d'avance de démarrage.

EDDI 11, rue Jouvenet 75016 Paris	Construction d'un immeuble sur 2 niveaux de sous-sol Comprenant 6 logements et 1 local commercial Rue Raymond Marcheron à Vanves	Novembre 2010 Phase DCE
---	--	----------------------------

CCAP

12. **MESURES COERCITIVES - RESILIATION**

12.1. **MESURES COERCITIVES**

Lorsque l'entrepreneur ne se conforme pas soit aux dispositions du marché, soit aux ordres de services, le maître de l'ouvrage le met en demeure d'y satisfaire dans un délai déterminé par une décision qui lui est notifiée par un ordre de service.

Passé ce délai, en cas d'inexécution des dispositions prescrites dûment constatées, le maître de l'ouvrage peut soit ordonner l'établissement d'une régie aux frais de l'entrepreneur, cette régie pouvant n'être que partielle, soit passer un nouveau marché, aux risques et périls de l'entrepreneur défaillant.

Dans tous les cas, il est procédé immédiatement, en présence de l'entrepreneur ou lui dûment rappelé, à la constatation des ouvrages exécutés, des matériaux approvisionnés ainsi qu'à l'inventaire descriptif du matériel de l'entrepreneur et à la remise entre les mains de celui-ci de la partie de ce matériel qui n'est pas utilisée par le maître de l'ouvrage pour l'achèvement des travaux.

Dans le cas de la régie et pendant sa durée, l'entrepreneur est autorisé à en suivre les opérations, sans qu'il puisse toutefois entraver l'exécution des ordres du maître de l'ouvrage. Il peut être relevé de la régie s'il justifie des moyens nécessaires pour reprendre les travaux et les mener à bonne fin.

Les excédents de dépenses qui résultent éventuellement de la régie ou du nouveau marché sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur ou, à défaut, sur ses garanties, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

Si la régie ou le nouveau marché entraîne, au contraire, une diminution dans les dépenses, l'entrepreneur ne peut réclamer aucune part de ce bénéfice, qui reste acquis au maître de l'ouvrage.

Le maître de l'ouvrage peut, également, à tout moment, résilier de plein droit le marché dans les conditions ci-après ou saisir la juridiction compétente aux fins de résiliation du marché.

EDDI 11, rue Jouvenet 75016 Paris	Construction d'un immeuble sur 2 niveaux de sous-sol Comprenant 6 logements et 1 local commercial Rue Raymond Marcheron à Vanves	Novembre 2010 Phase DCE
CCAP		

12.2. CAS DE RÉSILIATION

Le marché peut être résilié de plein droit, au gré du Maître d'Ouvrage, sans que l'entreprise ou ses ayants-droits puissent prétendre à une indemnité quelconque dans les cas suivants :

- décès le l'entrepreneur, sauf le droit pour le Maître d'Ouvrage d'accepter les offres des héritiers ou des successeurs de l'entrepreneur ;
- dissolution de l'entreprise, si celle-ci est constituée en société ;
- redressement judiciaire, faillite, liquidation des biens sous réserve de l'application des dispositions de la loi n°85.98 du 25 janvier 1985,
- fraude, tromperie grave constatées par le Maître d'Ouvre sur la qualité des matériaux ou la qualité de l'exécution des travaux ;
- abandon de chantier ou réduction d'activité apportant des perturbations dans le déroulement normal du chantier dûment constatées par le Maître d'Ouvre, si la reprise n'en est pas effectuée dans les huit jours calendaires suivant la date de la mise en demeure faite par lettre recommandée avec avis de réception ;
- sous-traitance, cession, transfert ou apport aux stipulations du marché ; sans l'autorisation du Maître d'Ouvrage
- lorsque l'entreprise ne s'est pas conformée aux stipulations du marché ou aux ordres écrits qui ont été donnés, et qu'elle ne s'exécute pas dans le délai de huit jours calendaires, à compter de la date de la lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure. Ce délai peut être ramené à deux jours en cas d'urgence.

Dans tous les cas, la résiliation est notifiée à l'entreprise par lettre recommandée avec avis de réception. Le maître de l'ouvrage peut, également, à tout moment, saisir la juridiction compétente aux fins de résiliation du marché.

12.2.1. CONSEQUENCES DE LA RESILIATION

Dans tous les cas de résiliations prévus ci-dessus, le règlement des travaux est suspendu jusqu'à la conclusion d'un nouveau marché avec une autre entreprise et les sommes, éventuellement à régler à l'entreprise résiliée, sont calculées conformément aux dispositions ci-après.

12.2.2. CONSTAT ET EVACUATION DU CHANTIER

Dans tous les cas de résiliation du marché de l'entreprise, il est procédé par le Maître d'Ouvre, en présence du Bureau de Contrôle, agissant pour les compagnies d'assurances et de l'entreprise intéressée ou ses ayants-droits présents ou dûment appelés à la constatation des ouvrages exécutés et de leur qualité à l'inventaire descriptif du matériel et installations de chantier de l'entreprise.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal signé par les parties, visé par le Maître d'Ouvre, auquel sont annexés les attachements figurés et dessin d'exécution des ouvrages réalisés, ainsi que leur évaluation. Un exemplaire du procès-verbal est notifié par le Maître d'Ouvrage à chacune des parties.

L'entreprise ou ses ayants-droits ne peuvent refuser de céder au Maître d'Ouvrage, les ouvrages provisoires dont les dispositions ont été agréées par ce dernier, et le matériel construit spécialement pour le chantier en cause et qui ne serait pas susceptible d'être employé sur d'autres chantiers, ainsi que les matériaux approvisionnés pour l'exécution des ouvrages ordonnés. La cession est faite au prix convenu au marché ou, à défaut, à ceux fixés à dire d'experts.

EDDI 11, rue Jouvenet 75016 Paris	Construction d'un immeuble sur 2 niveaux de sous-sol Comprenant 6 logements et 1 local commercial Rue Raymond Marcheron à Vanves	Novembre 2010 Phase DCE
---	--	----------------------------

CCAP

L'entreprise défaillante est tenue d'évacuer du chantier et des annexes (hangars, magasins, bureaux,...) les matériaux, matériels et fournitures dont la cession n'est pas demandée par le Maître d'Ouvrage, dans le délai de dix jours calendaires à compter de la date de la lettre de résiliation, sauf cas d'urgence. Faute par l'entreprise d'avoir évacué le chantier dans le délai imparti, le Maître d'Ouvrage est autorisé à faire procéder à cette évacuation aux frais, risques et périls de l'entreprise défaillante.

L'entreprise doit fournir, sans délai, le détail des primes d'assurance qu'elle a payées au titre des ouvrages qu'elle a réalisés.

12.2.3. PROCEDURE DE REMPLACEMENT DE L'ENTREPRISE DEFAILLANTE

Le Maître d'Ouvrage contractera marché avec une nouvelle entreprise qualifiée pour poursuivre les travaux restant à exécuter et présentant les garanties suffisantes.

Aucune modification ne pourra être apportée de ce fait aux obligations des autres entreprises, notamment en ce qui concerne le coût des travaux et les délais d'exécution.

Le surcoût éventuel pour remplacement de l'entreprise défaillante sera à la charge de l'entreprise ou du mandataire commun, dans le cas d'un groupement.

12.2.4. PROCEDURE EN CAS D'ENTREPRISES GROUPEES

Il est fait application des dispositions prévues à l'article 1.2. du présent C.C.A.P.

12.2.5. CAS DE LA LIQUIDATION DES BIENS ET DU REDRESSEMENT JUDICIAIRE DE L'ENTREPRISE

En raison de l'intérêt primordial pour le Maître d'Ouvrage de l'exécution du marché dans les conditions économiques et délais prévus, les travaux ne sauront être interrompus ou retardés, même par la liquidation des biens ou de redressement judiciaire de l'entreprise.

En conséquence, au cas où celle-ci se trouverait dans cette situation, le Maître d'Ouvrage aura la faculté de mettre en demeure l'administrateur judiciaire, par lettre recommandée avec avis de réception, de lui faire savoir, s'il désire poursuivre l'exécution du marché, ainsi que le lui permet l'article 37 de la loi n° 85.98 du 25 janvier 1985.

Faute de réponse affirmative écrite remise dans ce délai, le marché sera considéré comme résilié de plein droit par l'entreprise et la non-inexécution pourra donner lieu à des dommages et intérêts au profit du Maître d'Ouvrage et dont le montant sera produit au passif de l'entreprise défaillante.

Si l'administrateur judiciaire, dans le délai imparti, déclare pouvoir poursuivre les travaux dans les conditions du présent marché, il indiquera dans sa réponse au Maître d'Ouvrage, le nom de la personne qualifiée chargée de la direction des travaux du Lot concerné, et justifiera des moyens financiers mis à sa disposition.

EDDI 11, rue Jouvenet 75016 Paris	Construction d'un immeuble sur 2 niveaux de sous-sol Comprenant 6 logements et 1 local commercial Rue Raymond Marcheron à Vanves	Novembre 2010 Phase DCE
---	--	----------------------------

CCAP

13. **DISPOSITIONS DIVERSES**

13.1. **PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE**

L'entreprise déclare qu'elle a bien et dûment la propriété industrielle des systèmes, procédés ou objets qu'elle emploie et, à défaut, s'engage vis-à-vis du Maître d'Ouvrage, tant en ce qui la concerne qu'en ce qui concerne ses sous-traitants ou fournisseurs éventuels, à acquérir sous sa responsabilité et à ses frais toutes les licences nécessaires relatives aux brevets qui les couvrent.

Elle garantit, en conséquence, le Maître d'Ouvrage contre tout recours qui pourrait être exercé à ce sujet par des tiers, au cas où lui serait contesté soit la propriété industrielle des systèmes, procédés ou objets mentionnés, soit le droit de les employer s'ils sont couverts par des brevets.

13.2. **OBJETS TROUVÉS DANS LES FOUILLES**

Sous réserve des droits de l'Etat, le maître de l'ouvrage se réserve la propriété des matériaux qui se trouvent dans les fouilles et démolitions faites dans les terrains lui appartenant ainsi que celle des objets d'art et de toute nature qui pourraient s'y trouver.

13.3. **DOCUMENTS DE RÉCOLEMENT**

En fin de travaux, et au plus tard dans le mois suivant la réception, l'entreprise fournira au Maître d'Ouvrage, en un exemplaire reproductible, une documentation technique complète, plans, notices d'entretien, liste de provenances des diverses fournitures ainsi que les noms et adresses des fournisseurs, notamment pour les installations électriques, chauffage, plomberie, ainsi que les plans des ouvrages exécutés de V.R.D. Ces documents devront être certifiés conformes par l'entreprise.

Par ailleurs, après le mois suivant la réception et en cas de non fourniture des dites pièces de récolement, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de les faire effectuer par tout homme de l'art de son choix aux frais de l'entreprise défailante.

13.4. **MISE AU COURANT DU PERSONNEL DE GESTION**

Les entreprises attributaires des Lots techniques et d'équipements spéciaux auront l'obligation d'instruire et de former pendant la période de garantie le personnel du Maître d'Ouvrage chargé plus particulièrement de la gestion des installations réalisées.

13.5. **CONTESTATIONS - ARBITRAGE**

Si un différent survient entre le maître d'oeuvre et l'entrepreneur, sous forme de réserve à un ordre de service ou sous tout autre forme, l'entrepreneur remet au maître de l'ouvrage avec transmission d'une copie au maître d'oeuvre, un mémoire exposant les motifs et indiquant les montants de ces réclamations.

Le maître de l'ouvrage a un délai de deux mois à compter de la réception du mémoire pour notifier sa proposition à l'entrepreneur.

Par dérogation au C.C.A.G., chaque partie contractante apprécie librement l'opportunité de proposer ou non le recours à l'arbitrage.

EDDI 11, rue Jouvenet 75016 Paris	Construction d'un immeuble sur 2 niveaux de sous-sol Comprenant 6 logements et 1 local commercial Rue Raymond Marcheron à Vanves	Novembre 2010 Phase DCE
---	--	----------------------------

CCAP

13.6. ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Pour toutes les contestations auxquelles le marché pourrait donner lieu et qui n'auraient pu être réglées par l'éventuel recours à l'arbitrage, il sera fait attribution exclusive de juridiction aux tribunaux compétents du lieu du siège social du maître d'ouvrage.

13.7. DOMICILIATION DES PARTIES

Pour l'exécution du marché, les parties font élection de domicile chacune en son siège social.

13.8. DEROGATIONS AU C.C.A.G.

L'omission d'une ou plusieurs dérogations ne saurait faire échec aux stipulations de l'article 2.1. ci-avant, relatif à l'ordre de préséance des divers documents contractuels.

EDDI 11, rue Jouvenet 75016 Paris	Construction d'un immeuble sur 2 niveaux de sous-sol Comprenant 6 logements et 1 local commercial Rue Raymond Marcheron à Vanves	Novembre 2010 Phase DCE
---	--	----------------------------

CCAP

14. CONDITIONS PARTICULIERES

L'ordre de numérotation du détail du présent article reprend l'ordre des articles précédents du CCAP concernés au titre des conditions particulières

14.1. PIECES CONTRACTUELLES - PARTIES CONTRACTANTES

14.1.1. DE PLUS SONT JOINTES AU MARCHE LES PIECES ANNEXES EVENTUELLES SUIVANTES :

Celui-ci a un caractère indicatif et ne pourra être opposé au Maître d'Ouvrage.

14.2. NATURE ET COMPOSITION DES PRIX

14.2.1. MODALITES DE CALCUL DES PRIX

Le marché est passé à prix forfaitaire, non révisable, non actualisable dans les conditions définies à l'article 4.

14.3. VARIATION DANS LES PRIX

14.3.1. CALCUL DES REVISIONS

Sans objet.

14.4. DELAIS D'EXECUTION - PENALITES

14.4.1. DELAIS CONTRACTUEL D'EXECUTION

Le délai global d'exécution de la totalité des travaux est fixé à 14 mois à compter de la date de l'ordre de service de démarrage des travaux.

14.4.2. RETARDS D'EXECUTION

La pénalité est fixée à 1/1000e du montant du ou des lots, par jour calendaire de retard. Ce retard n'est pas plafonné.

14.4.3. RETARDS DE LIVRAISON

Tout retard dans la livraison des ouvrages sera pénalisé à raison de 1/2000e du montant du ou des lots, par jour calendaire de retard, et ce jusqu'à la levée des réserves éventuelles, par simple constatation d'un retard avec le calendrier d'exécution contractuel.

Les livraisons s'entendent par ouvrage défini au planning d'exécution. Ces pénalités s'ajoutent à celles visées au paragraphe précédent.

EDDI 11, rue Jouvenet 75016 Paris	Construction d'un immeuble sur 2 niveaux de sous-sol Comprenant 6 logements et 1 local commercial Rue Raymond Marcheron à Vanves	Novembre 2010 Phase DCE
---	--	----------------------------

CCAP

14.4.4. RETARDS DE NON LOCATION

Sans objet.

14.4.5. PENALITES POUR RETARD DANS LA REMISE DES DOCUMENTS ET ECHANTILLONS

Pour tout retard dans la présentation des pièces "marché", de tous plans, tous documents, échantillons, etc..., une pénalité de 300,00 € H.T. par jour calendaire de retard sera appliquée, sans mise en demeure préalable.

14.5. PREPARATION - COORDINATION DES TRAVAUX

14.5.1. PERIODE DE PREPARATION

La période de préparation est pour le présent marché d'une durée de 1 mois.
Elle est englobée dans le planning contractuel des travaux.

14.6. EXECUTION DES TRAVAUX - CONTROLE

14.6.1. PANNEAUX DE CHANTIER

Les panneaux ci-dessous sont à fournir et à installer par l'entreprise titulaire du lot GROS OEUVRE, à l'emplacement défini par le Maître d'Ouvrage dès son ouverture :

- un panneau établi suivant les prescriptions de l'arrêté du 30 mai 1975 relatif à la publicité sur les permis de construire, à maintenir en état si nécessaire,
- un panneau publicitaire d'environ 4m2 dont le modèle est fourni par le Maître d'Ouvrage,
- un panneau de chantier indiquant la nature des travaux, les noms et adresses du Maître de l'Ouvrage, de la Maîtrise d'Oeuvre, du Bureau de Contrôle, des entreprises et sous-traitants agréés (modèle à soumettre au Maître de l'Ouvrage).

14.7. RECEPTION

14.7.1. OPERATIONS DE RECEPTION

Le Maître d'Ouvrage procède à la visite de réception assisté du Maître d'Oeuvre, et en présence de l'Entrepreneur.

Si la réception est sans réserves, le Maître d'Oeuvre dresse sur le champ, sous sa responsabilité, un procès-verbal de réception de ces opérations qu'il vise et soumet à l'approbation du Maître d'Ouvrage et qu'il diffuse immédiatement aux parties.

Si la réception comporte des réserves, le procès-verbal mentionne en détail les omissions, imperfections ou malfaçons constatées. Dans ce cas, l'Entrepreneur devra exécuter les travaux dans le délai de 1 mois, suivant le planning établi par le Maître d'Oeuvre.

14.8. FINANCEMENT ET GARANTIES

14.8.1. ACOMPTES SUR APPROVISIONNEMENTS

Sans objet.

EDDI 11, rue Jouvenet 75016 Paris	Construction d'un immeuble sur 2 niveaux de sous-sol Comprenant 6 logements et 1 local commercial Rue Raymond Marcheron à Vanves	Novembre 2010 Phase DCE
---	--	----------------------------

CCAP

ANNEXE N° 1

ACTE D'ENGAGEMENT

(à établir sur papier à en-tête)

TRAVAUX DE (désignation des lots)

Je soussigné (nom, prénom, qualité).....
..... représentant de l'Entreprise (raison sociale et forme juridique).....
au capital de..... dont le Siège Social est à (adresse complète).....
.....inscrite au Registre du Commerce de..... le..... sous le n°.....

agissant au nom et pour le compte de la dite entreprise en vertu des pouvoirs qui m'ont été régulièrement conférés,

- Après avoir pris connaissance de toutes les pièces du dossier de consultation énumérées dans le règlement de consultation pour la construction de
- Après avoir établi la déclaration prévue à l'article R 433-9 de CCH,
- Après m'être rendu personnellement sur place, et m'être parfaitement renseigné sur la situation des lieux, et après avoir apprécié sous ma seule responsabilité, la nature et la difficulté des travaux à exécuter,

Je me sou mets et m'engage envers le Maître d'Ouvrage : à exécuter les travaux (désignation)..... sans aucune dérogation, ni réserve, conformément aux conditions stipulées dans les pièces du dossier de consultation énumérées dans le règlement de consultation moyennant le prix global et forfaitaire de :

- Hors taxes : (en chiffres).....
- TVA 19,6 % : (en chiffres).....
- TVA incluse (en chiffres et en lettres).....

en valeur du mois de.....

J'atteste que l'entreprise est assujettie au paiement de la TVA à (l'encaissement ou à la livraison).

L'offre ne me liant que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de cent vingt jours (120) à compter de la date limite de remise d'offres fixée par le règlement de consultation

Le Maître d'Ouvrage se libérera des sommes dues à l'entreprise au titre du marché en faisant porter leur montant au crédit du compte au nom de sous le n°..... chez à.....

Je déclare, sous peine de résiliation de plein droit du marché ou de sa mise en régie aux torts exclusifs de l'entreprise, que ladite entreprise ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article 50 de la loi n° 52.401 du 14 Avril 1952 dont les dispositions ont été modifiées par l'article 56 de la loi 78.753 du 17 Juillet 1978.

En foi de quoi, j'ai apposé ma signature sur le présent Acte d'Engagement.

Fait à..... Le
en deux exemplaires

Visa du Maître de l'Ouvrage

Signature et cachet de l'entreprise
(précédé de la mention manuscrite
"Lu et Approuvé")

EDDI 11, rue Jouvenet 75016 Paris	Construction d'un immeuble sur 2 niveaux de sous-sol Comprenant 6 logements et 1 local commercial Rue Raymond Marcheron à Vanves	Novembre 2010 Phase DCE
---	--	----------------------------

CCAP

ANNEXE N° 2

CAUTION EN REMPLACEMENT DE RETENUE DE GARANTIE

Je, soussigné (nom et prénoms du signataire)
agissant en qualité de
de l'agence (adresse complète du guichet - rayer la rubrique s'il y a lieu)
de (raison sociale de l'établissement)
.....
.....
déclare me porter caution solidaire de (nom et adresse de l'entrepreneur)
ci-après dénommé "l'entrepreneur",
vis-à-vis de (nom et adresse du maître de l'ouvrage)
ci-après dénommé "le maître de l'ouvrage",
pour le montant du cautionnement auquel l'entrepreneur est assujéti dans les conditions prévues par les articles 1er
et 2 de la loi n° 71-584 du 16 juillet 1971, au titre d'un marché d'un montant de F passé avec le maître de l'ouvrage
en date du
ayant pour objet

La présente caution est limitée à la somme de F (somme en chiffres et en lettres)
.....sauf à parfaire ou à diminuer s'il y a lieu, en application de l'article 1er de la loi susvisée, le
montant étant alors calculé sur la valeur définitive du marché, telle qu'elle doit résulter du contrat précité à l'exclusion
de tous travaux supplémentaires non prévus au marché.

Elle garantit la réparation de tous les désordres signalés par le maître de l'ouvrage soit au moyen de réserves
mentionnées au procès-verbal de réception, soit par voie de notification écrite pour ceux révélés postérieurement à
cette réception.

Elle prendra fin, dans les conditions de l'article 2 de la loi susvisée, à l'expiration du délai d'une année à compter de la
date de réception, faite avec ou sans réserve, des travaux, sauf opposition notifiée par le maître de l'ouvrage,
effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'agence susvisée.

Fait à, le

EDDI 11, rue Jouvenet 75016 Paris	Construction d'un immeuble sur 2 niveaux de sous-sol Comprenant 6 logements et 1 local commercial Rue Raymond Marcheron à Vanves	Novembre 2010 Phase DCE
---	--	----------------------------

CCAP

ANNEXE N° 3

DEMANDE D'AUTORISATION DE SOUS TRAITER DE L'ENTREPRENEUR TITULAIRE DU MARCHÉ

Je soussigné..... demeurant à.....
inscrit au Registre du Commerce de..... ou à la Chambre des Métiers de
..... sous le n°.....
sollicite du Maître de l'Ouvrage l'autorisation de sous-traiter à.....
.....

Entrepreneur ou Artisan à..... les travaux de.....
..... d'une valeur de Euros..... faisant partie du Marché relatif
à.....

Ci-joint, demande d'agrément de M..... qui s'engage à exécuter les travaux
conformément aux règles de l'art et aux prescriptions du Marché.

Je reconnais que cet engagement ne me dégage en aucune manière des obligations que j'ai assumées comme
Entrepreneur titulaire du Marché.

Date et Signature de l'Entrepreneur titulaire du Marché

EDDI 11, rue Jouvenet 75016 Paris	Construction d'un immeuble sur 2 niveaux de sous-sol Comprenant 6 logements et 1 local commercial Rue Raymond Marcheron à Vanves	Novembre 2010 Phase DCE
---	--	----------------------------

CCAP

ANNEXE N° 4

DEMANDE D'AGREMENT DU SOUS-TRAITANT

Je soussigné.....demeurant à.....
inscrit au Registre du Commerce de..... ou à la.....
Chambre des Métiers de.....sous le n°.....
sollicite du Maître de l'Ouvrage mon agrément comme sous-traitant de l'entreprise.....
d'une valeur de Francs.....faisant partie du Marché relatif
à.....
conclu avec.....

Si je suis agréé, je m'engage directement vis-à-vis du Maître de l'Ouvrage à exécuter les travaux qui me seront confiés, conformément aux règles de l'Art et aux prescriptions de toutes les pièces du Marché dont je déclare avoir parfaite connaissance et j'assume pour ces travaux solidairement avec l'Entrepreneur titulaire du Marché, toutes les responsabilités légales et d'usage.

Je déclare, sous peine de résiliation de plein droit du marché ou de sa mise en régie aux torts exclusifs de l'entreprise, que ladite entreprise ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article 50 de la loi n° 52.401 du 14 Avril 1952 dont les dispositions ont été modifiées par l'article 56 de la loi 78.753 du 17 Juillet 1978.

Vu par l'entrepreneur
titulaire du Marché
(date et signature)

Date et signature
du sous-traitant

Autorisation accordée ou refusée
Date et signature du Représentant du Maître de l'Ouvrage